

N. I. BOUKHARINE

LA DICTATURE DU
PROLÉTARIAT EN RUSSIE
ET LA RÉVOLUTION
MONDIALE

1919

Source : numéro 23/24 du Bulletin communiste (première année) 12 août 1920. L'article écrit « au milieu de l'année 1919 » d'après le Bulletin communiste avait d'abord paru en 1919 dans le numéro 4 de Коммунистический Интернационал (L'Internationale Communiste en russe).

La dictature du prolétariat en Russie et la révolution mondiale

Les nombreux « critiques » du bolchévisme, russe et mondial, qui ¹ n'est pas autre chose que le marxisme révolutionnaire dans son sens à la fois théorique et pratique, pensent « réfuter » le mouvement le plus considérable des opprimés que l'histoire ait jamais connu, en se reportant aux « faits ». Relevant les défauts du mécanisme soviétiste, signalant la famine et le désarroi économique qui existent en Russie, prenant en considération la guerre civile qui ne finit pas, les traîtres du socialisme sont presque disposés à chanter (s'ils ne le chantent déjà) un hymne dithyrambique en l'honneur de ce même régime capitaliste, dont le prolétariat révolutionnaire s'est fait le fossoyeur. Après la guerre impérialiste d'extermination (que, soit dit en passant, tous ces messieurs ont soutenue directement ou indirectement), ils essaient maintenant de s'appuyer sur la *fatigue des masses*. « Dans la crainte de voir la situation empirer encore davantage, nous attendrons plutôt que la vie économique normale ait été rétablie ; alors, oh ! alors, nous aussi nous serons pour la révolution ». Voilà en réalité le fond de toute l'argumentation de [Kautsky](#) et Cie. Dans cet article sur lequel nous appelons l'attention des camarades, nous voudrions faire ressortir, en prenant pour exemple la Russie, quelques-uns des moments qui éclairent plus fortement les étapes de la révolution mondiale qui se déroule, et qui triomphera malgré les hurlements lugubres de tous les chacals « socialistes » de l'impérialisme.

I — La guerre civile et le coût de la Révolution

Aux questions qui lui étaient posées devant le tribunal révolutionnaire, Charlotte Corday, qui venait de tuer Marat, l'un des plus grands révolutionnaires, répondit : « Je l'ai tué parce qu'il répandait dans toute la France l'incendie de la guerre civile et parce qu'il a ruiné tout le pays ». Peu à peu, depuis lors, les historiens impartiaux ont parfaitement établi le rôle objectivement contre-révolutionnaire des girondins et de Charlotte Corday et le rôle révolutionnaire de Marat. Le moment n'est pas encore venu d'écrire de volumineuses études de plusieurs tomes sur le rôle du bolchévisme. Mais il n'est pas sans intérêt de constater dès maintenant ce fait remarquable que tous les bourgeois et socialistes-capitalistes depuis Lloyd George jusqu'à Kautsky, répètent en chœur contre les bolcheviks exactement les mêmes accusations que celles que la girondine Charlotte Corday formulait en son temps contre Marat (accusations reprises par la socialiste-révolutionnaire Kaplan, qui tira sur le « tyran » Lénine).

Nous ne songeons pas à traiter ici la question de la nécessité et de l'inéluctabilité de la guerre civile ni à montrer que seuls, les « petits vieux » de l'opportunisme peuvent s'imaginer une révolution sans guerre civile. Nous ne nous attacherons qu'à la portée *économique* de cette dernière.

1 . Mot manquant dans le Bulletin communiste.

Cette question, doit être placée sur le terrain purement objectif : est-il vrai que la guerre civile soit la ruine et, s'il en est ainsi, quel est donc son rôle fonctionnel économique ?

Prenons d'abord l'exemple de la révolution française. Nous y trouvons effectivement de nombreuses manifestations d'un désarroi économique extrême. La famine sévit à Paris, le papier-monnaie est déprécié, les liens économiques existant entre la ville et le village et entre les diverses régions de la France sont rompus, etc... La guerre civile était-elle responsable, même *partiellement*, de cette situation ? Evidemment, oui. Toute révolution est la rupture des rapports existant avant l'établissement de rapports nouveaux ; ceci est vrai aussi bien pour les fondements de toute l'organisation de la production, que pour les superstructures politiques, c'est-à-dire en première ligne pour le pouvoir étatique. Il est clair *a priori* que cette rupture ainsi que le passage sur de nouveaux rails dans le domaine de la production doivent influencer nécessairement sur le processus du travail social, comme des facteurs temporaires de désorganisation. Car c'est seulement dans le domaine abstrait que la production sociale présente deux faces : une face technique, qui exprime le rapport entre l'homme et la nature, et une face économique, qui exprime les rapports entre les hommes. Concrètement, en fait, ces deux faces forment un tout unique ; elles sont indissolublement liées, *fusionnées*. Et il va de soi qu'un trouble apporté dans les rapports entre les hommes est pareillement un trouble apporté dans les rapports établis entre l'homme et la nature, c'est-à-dire une *intersion*² *de la cadence* dans le processus du travail en tant que processus de travail ainsi que de toute la production sociale.

Éclairons ce fait au moyen d'un exemple. Dans la France de l'époque d'avant la Révolution, les rapports de production étaient des rapports féodaux. Le paysan travaillait pour le seigneur et était lié à ce dernier par les liens d'un demi-servage : dans les villes la production était réglementée à la manière du moyen âge. C'est dans ces cadres que se faisait tout ce processus du travail social : ce dernier était indissolublement lié et fusionné avec lesdits cadres. Quand la révolution éclata, ces rapports furent rompus. Le paysan cessa de se soumettre au seigneur, la réglementation de la production dans les villes disparut ; le vieux *système de travail* s'écroula. Et, puisque partout et toujours le travail social existe, non pas « d'une façon générale », mais dans ses formes historiques concrètes, tout le processus de la production sociale fut troublé jusqu'au moment où commença à fonctionner normalement un nouveau système de travail, le système de l'organisation *bourgeoise* du travail.

Voilà un des types du « dommage » économique inhérent à toute révolution.

Un autre type, c'est le dommage direct résultant de la guerre civile. Dès 1915, un libéral russe, [Pierre Strouvé](#) se lamentait à ce sujet ; il combattait l'insurrection parce que pour élever des barricades il faut scier des poteaux télégraphiques et démolir des wagons...

Passons maintenant à la révolution prolétarienne russe.

Ici nous remarquerons sans peine, que le « dommage » économique résultant de la révolution est bien plus considérable qu'à l'époque du passage de la féodalité au capitalisme. Un marxiste n'a pas de peine à comprendre pourquoi il en est ainsi. Evidemment la ruine, l'appauvrissement général qu'à entraîné la guerre impérialiste joue ici un rôle énorme. Cet appauvrissement est tel qu'il ne peut même pas être comparé au dommage économique résultant de la guerre civile, car aucune guerre civile ne saurait égaler le massacre impérialiste. Néanmoins, nous sommes obligés d'examiner l'action destructive de la révolution.

2. Ici le BC reporte, par erreur, «intervention».

Avant tout, il faut examiner ce que j'ai appelé les *interversions*³ dans la cadence du processus de production. Il est clair qu'elles atteignent l'organisme économique pendant la révolution prolétarienne sur une bien plus grande échelle et aussi beaucoup plus profondément que pendant la révolution bourgeoise. Dans la révolution bourgeoise, ce qui s'opère, au fond, ce n'est pas autre chose qu'une permutation entre les groupes des propriétaires, tandis que le principe de l'organisation du travail est conservé. Au contraire, dans la révolution communiste prolétarienne le vieux système du travail est brisé jusque dans sa *racine*, car il ne s'agit plus du déplacement de couches sociales superficielles, mais bien de la poussée exercée par les couches profondes vers la surface : les vieux rapports de production sont renversés. Il est compréhensible que lorsque s'opère une *rupture* de ce genre, le dommage social doit être plus grand qu'en cas de rupture superficielle. Le passage à des formes nouvelles, *différentes quant à leurs principes*, de rapports de production est beaucoup plus pénible et difficile. Il n'y a par conséquent rien d'étonnant à ce que la rupture des liens existant entre le capitaliste et l'ouvrier d'usine (de même que la rupture des liens existant entre le soldat et le général dans l'armée impérialiste pendant la révolution, ou, en d'autres termes, le phénomène qui a été appelé le « relâchement de discipline ») ait provoqué une baisse de la productivité du travail social en général. Aussi longtemps qu'une discipline fraternelle des travailleurs n'aura pas remplacé la discipline capitaliste (ce qui est inconcevable sous la forme d'un acte brutal, mais ne peut être au contraire qu'un *processus prolongé*) l'action négative de la révolution dans le domaine de la vie économique continuera à se faire sentir.

La seconde forme du rôle économique destructif de la révolution, ce sont les « dommages directs résultant de la guerre civile ». Ces dommages sont, eux aussi, beaucoup plus élevés pendant la révolution prolétarienne, car la lutte est ici plus dure et plus opiniâtre. Elle est plus dure, non seulement parce que la résistance de la bourgeoisie dans chaque pays est beaucoup plus forte que la résistance des féodaux, mais encore parce qu'elle prend nécessairement le caractère d'une *guerre de classes* entre le prolétariat *organisé en État* et son *armée régulière*, d'une part, et les armées régulières de l'impérialisme, d'autre part. La guerre des classes n'est pas une simple guerre civile ; elle est le type suprême de la guerre civile, la guerre entre des *États* qui ont un contenu social différent. *Techniquement* cette guerre rappelle beaucoup la guerre ordinaire. Économiquement elle épuise le pays comme toute autre guerre et, à ce point de vue, son caractère de guerre sainte pour le prolétariat ne contribue pas précisément à atténuer ses conséquences... Son influence pernicieuse est encore accentuée par ce fait qu'elle *traîne en longueur*, que toute une série de régions passent de mains en mains, etc. Et ainsi, ici encore les dommages sont plus grands que pendant la révolution bourgeoise.

Résulte-t-il donc de ce qui précède que la révolution soit en général un non-sens au point de vue de la « raison » économique ?

C'est là la question décisive. C'est ici que se révèle l'attitude répugnante des renégats Kautsky et Cie, leur rupture complète avec le marxisme révolutionnaire, leur façon de prostituer la science sociale dont ils font consciemment ou inconsciemment une simple servante du Capital.

En effet, on voit tout à fait clairement, par l'exemple de la grande révolution française, que celui qui apprécierait le rôle économique de la révolution en se plaçant exclusivement au point de vue du dommage économique, qu'elle occasionne incontestablement à un certain stade de son développement, ne comprendrait absolument rien à cette révolution. Un point de vue pareil serait doublement vulgaire, même pour un historien ou un économiste bourgeois. Car, même pour ce

3. Selon la traduction du BC.

dernier, l'importance économique de la révolution n'est pas d'avoir temporairement contribué à la baisse des forces productives, mais, au contraire, d'avoir (après avoir supprimé les rapports de production vieillis et balayé un échafaudage politique pourri) élevé les forces productives à une hauteur précédemment inconnue. *C'est en cela que consiste le rôle fonctionnel économique de la révolution. Mais ce résultat final objectif exige certaines dépenses de production ; ces dépenses, c'est précisément « le désarroi économique » provoqué par la guerre civile.*

Ce qui a été vrai à cet égard pour la révolution française du XVIII^e siècle reste vrai pour la révolution du prolétariat mondial, et vrai également pour la révolution accomplie par l'une des fractions de ce prolétariat, le prolétariat russe. Le mode capitaliste de production a fait son temps et le développement ultérieur des forces productives n'est devenu possible qu'à la condition que le régime capitaliste soit anéanti. Mais ce développement ultérieur des forces productives s'achète au prix de leur gaspillage temporaire, gaspillage que représentent les frais de la révolution, le dommage économique causé par la guerre civile. Le communisme précipite les forces productives en avant avec une rigueur inouïe. Mais la condition préalable du développement communiste, — c'est-à-dire la révolution socialiste, la guerre civile du prolétariat contre la bourgeoisie, la guerre de classes des États prolétariens contre les organisations étatistes du capital financier — entraîne de lourds sacrifices, beaucoup plus considérables que ceux qu'avait exigés il y a 130 ans la révolution de la bourgeoisie victorieuse.

Les girondins, qui cherchaient un compromis avec l'« ancien régime », avait parfaitement remarqué « le feu de la guerre civile » (et ils entretenaient ce feu en combattant de *l'autre côté de la barricade*) ; ils aimaient à parler du désarroi, dans lequel l'« extrême-gauche » avait jeté le pays. Mais leur rayon visuel borné ne pouvait apercevoir ni le caractère transitoire de ce désarroi, ni sa portée purificatrice ; le fait que c'était précisément au prix de ces pertes, de ce dommage, que s'achetait le *développement* des forces productives restait en dehors de leur compréhension. Une myopie analogue à l'égard de la révolution prolétarienne se rencontre chez les social-patriotes, les « indépendants », les socialistes-révolutionnaires, les menchéviks, etc. Ils cherchent des compromis avec le capital, et dans les atteintes portées au capital, qui doit être détruit, ils voient une guerre civile dénuée de sens qui ôte la possibilité d'une socialisation « réelle » qui, voyez-vous, doit revêtir des « formes pacifiques ». Et pendant ce temps, ils entretiennent eux-mêmes cette guerre civile, en se battant avec les gardes-blancs contre l'armée rouge...

Ainsi donc, dans les dépenses de production du communisme entrent les frais de la révolution, qui découlent des interversions ⁴ de cadence du processus de la production et les frais matériels directs de la guerre civile. Sans ces dépenses on ne peut concevoir le passage à un nouveau régime et, par conséquent, au développement ultérieur des forces productives.

4. Selon la traduction du BC.

II — Le caractère mondial de la révolution prolétarienne et le coût économique de la Révolution Russe

Mais, diront nos critiques, le pouvoir des soviets existe en Russie depuis bientôt deux ans. Pourquoi les bolcheviks n'ont-ils pas pu jusqu'à présent mettre de l'ordre dans les rapports économiques ? Pourquoi la famine est-elle plus grande dans la Russie Soviétiste que dans la France impérialiste ? Comment se peut-il que dans de nombreuses branches d'industrie la productivité du travail continue à baisser, au lieu de s'élever ? N'est-ce pas là une *régression* des forces productives ?

Ceux qui parlent ainsi ne sont pas seulement de franches canailles, qui dissimulent leur propre lâcheté en insultant les victimes sanglantes tombées dans les rangs de l'héroïque prolétariat de Russie et de Hongrie. Ils oublient encore (car cette omission leur est ici avantageuse) ce qu'ils ont eux-mêmes mille fois écrit, dit et ressassé. Dans la littérature marxiste et quasi-marxiste de l'époque d'avant-guerre, la question de savoir si la victoire du socialisme était ou non possible dans un seul pays a été soulevée à plusieurs reprises. La plupart des auteurs ont répondu négativement à cette question, mais ils n'ont nullement conclu de là que le commencement de la révolution et la prise du pouvoir dans un pays déterminé était chose impossible ou inadmissible. Depuis que les écrivains socialistes, érudits ou non érudits, se sont livrés à ces dissertations, plusieurs années sanglantes se sont écoulées, et on aperçoit aujourd'hui les contours du développement du problème avec mille fois plus de clarté et de compréhension qu'alors. Il est évident maintenant qu'à l'époque actuelle, il ne peut plus y avoir de guerre qui, tôt ou tard, ne se transforme en guerre *mondiale*. Et pareillement, il ne peut plus y avoir de révolution qui ne se communique au monde entier, en provoquant les sympathies du prolétariat, en mettant en mouvement contre elle-même les forces de l'impérialisme mondial et en se développant jusqu'à devenir une révolution mondiale. Marx a écrit dans un de ses admirables ouvrages historiques que le parti de la révolution rassemblait les forces de la contre-révolution. Et cette observation de Marx est objectivement parfaitement exacte (c'est une chose que ne comprendront jamais les opportunistes, dont la morale de philistins se résume en ce commandement : ne touche pas au bourgeois, sinon il se fâchera et alors surgira la contre-révolution). Du moment qu'il existe une économie *mondiale* dont les parties sont liées entre elles, et que les divers groupes bourgeois organisés en états sont dépendants l'un de l'autre, il va de soi que la lutte dans un pays ne peut pas se terminer sans victoire décisive de l'une ou l'autre partie dans *plusieurs pays civilisés*. La résistance de la contre-révolution russe (Koltchak, Dénikine et Cie) est particulièrement opiniâtre, précisément parce qu'elle se transforme directement par ses alliés anglais, français, américains, japonais et autres, en contre-révolution mondiale. Les réservoirs étrangers d'énergie et de force, — voilà ce qui nourrit matériellement et moralement la bourgeoisie russe. C'est pourquoi on peut dire que le prolétariat du pays (ou des pays) qui le premier (ou les premiers) a (ou ont) levé l'étendard de la révolte et triomphé chez lui (ou chez eux) doit (ou doivent) fatalement faire les sacrifices les plus lourds ; il est une cible pour les forces du capital mondial coalisé. Les critiques du bolchévisme russe et du pouvoir des soviets de Russie partent d'une idée naïve de la révolution prolétarienne russe qu'ils considèrent comme un processus achevé, c'est-à-dire, comme un stade où l'on n'a plus à s'occuper que de l'œuvre positive d'organisation, du développement des forces productives, etc... En réalité, la révolution russe lutte pour les conditions préalables élémentaires de son existence ultérieure, en rassemblant les forces de la contre-révolution mondiale et en se développant elle-même en révolution du prolétariat *mondial*. C'est pourquoi c'est un barbarisme absurde que de considérer les imperfections économiques qui existent dans la Russie soviétiste du

haut de la majesté de l'Olympe ou d'attribuer ces imperfections aux bolcheviks, ou bien encore de les signaler dans l'idée d'empêcher le prolétariat de l'Europe occidentale et de l'Amérique de passer à l'action. Une pareille tactique est nécessairement à un degré égal, stupide et traître. Stupide, parce qu'elle ne fait que prolonger les souffrances de la lutte et augmente les dépenses de la révolution *mondiale*. Traître, parce qu'elle vient en aide à la contre-révolution mondiale, à la terreur blanche, aux atrocités de l'impérialisme devenu féroce. A ce point de vue, l'exemple de la Russie est particulièrement convaincant. En Russie où le pouvoir des soviets existe depuis presque deux ans, on peut constater sans aucun doute de grands succès *d'organisation* dans tous les domaines de la vie sociale en commençant par l'économie nationale et en finissant par l'armée. Et néanmoins, les forces productives du pays ne croissent pas, mais diminuent plutôt, *malgré* l'œuvre gigantesque d'organisation. Comment expliquer ce fait ? Ici entre en scène non seulement la consommation militaire qui est improductive, mais encore le fait que *l'impérialisme étranger et la contre-révolution russe se sont en réalité emparés de presque toutes les sources importantes de matières premières*.

Tant que le prolétariat n'aura pas en mains ces éléments nécessaires à la production, il ne faudra pas penser à l'accroissement des forces productrices.

Mais ils sont bons nos critiques, — [Thomas](#), [Henderson](#), [Scheidemann](#), [Kautsky](#) ! Ces messieurs individuellement et collectivement (voir l'Internationale jaune de Berne) soutiennent en fait la cause des forbans de la Ligue des Nations, sainte alliance capitaliste, dirigée contre le prolétariat. Ils aident des bandits à enlever au prolétariat russe les bases de sa vie économique ; après quoi ils disent : « Voyez combien peu de bons résultats chez les bolcheviks russes ! »

Et il en est de même du *blocus* de la Russie. L'occupation de nos sources de combustibles et de matières premières et le blocus nous privent de la possibilité de refaire complètement notre production socialisée dont certaines branches sont en ruines. Dans toutes les conditions d'organisation requises nous ne pouvons le faire *manquant des éléments fondamentaux de la production*. Il est hors de doute que la courbe de notre développement économique s'élèvera rapidement sitôt que nous aurons retrouvé ces possibilités techniques. Et c'est là une question qui a trait à notre front c'est-à-dire dans une large mesure *une question intéressant le développement de la révolution mondiale*.

La révolution mondiale n'aurait pu dans aucun cas s'effectuer par un acte simultané. Celui qui a invité les ouvriers à attendre et à ne pas commencer avant que les autres aient commencé trahissait en fait le socialisme entier parce qu'il le remettait aux calendes grecques.

La politique actuelle consiste non à trahir les républiques des Soviets mais à les soutenir et à *former rapidement un bloc économique*, qui réunirait des pays agricoles et industriels se faisant complément et assurerait la marche plus ou moins régulière de la production sociale, rendant de cette façon le blocus inoffensif et consolidant la force du groupement dans sa lutte contre le capital universel.

Le prolétariat russe n'a pas prouvé son impuissance mais bien sa force gigantesque. En luttant littéralement contre le capitalisme du monde entier (outre l'Angleterre, le Japon, l'Amérique, la France, l'Italie, la Pologne, l'Allemagne, la Finlande, etc., etc., les Etats neutres mêmes nous font une guerre de fait comme l'a démontré le complot récemment découvert à Petrograd et dont les fils étaient noués dans les consulats neutres), en édifiant son armée rouge, en y jetant les neuf dixièmes de ses meilleures forces, la classe ouvrière a au cours des deux années pendant lesquelles elle a conservé le pouvoir, considérablement *amélioré* dans tous les domaines l'appareil gouvernemental. Ce n'est pas sa faute, si la révolution mondiale n'a pas encore cassé les reins à l'un des gros requins du

capitalisme allié. Il n'en découle qu'une moralité : ne point gémir, ne point épiloguer sur l'impuissance du prolétariat comme le font les débaucheurs professionnels de la classe ouvrière, mais aller avec assurance, fermement, vers *le renversement du capital, la dictature ouvrière, l'alliance des pays soviétistes*.

III — Le communisme dans le domaine de la production et de la consommation.

Très souvent nos critiques du camp « socialiste » adressent au pouvoir des Soviets le reproche que le « communisme officiel » des bolcheviks est exclusivement un communisme de consommation. On nous dit que le pouvoir des Soviets se borne simplement à opérer un partage universel : partage des logements, des meubles, des vêtements, de la nourriture, etc... tandis que la tâche principale du véritable communisme consiste à organiser la production. Les bolcheviks mettent au premier plan l'organisation de la consommation. Ils transforment peu à peu le prolétariat, en tant que classe productrice, en élément non travailleur (par suite du manque de matières, de combustible) pensionné par l'Etat, en couche sociale rappelant l'antique prolétariat des gueux.

Quelle est dans tout ceci la part du vrai et celle du faux et quel rapport doit-il exister, du point de vue marxiste, entre le communisme de production et le communisme de consommation ?

Il est évidemment impossible de nier que le pouvoir des Soviets ait pris toute une série de mesures relativement à l'expropriation, non seulement des moyens de production, mais aussi des moyens de consommation (et l'installation des ouvriers et de leurs organisations dans les logements bourgeois, la ration de classe, c'est-à-dire l'attribution au prolétariat d'une ration alimentaire plus considérable, sont à cet égard particulièrement typiques). Mais seul un homme qui ne comprend absolument rien aux conditions spécifiques dans lesquelles se développe la révolution internationale peut soutenir que ces mesures ne sont pas justes. Le marxisme est basé sur la théorie de la croissance des forces productrices de la société humaine. Il n'en découle nullement, comme nous l'avons vu précédemment, qu'il faille redouter tout abaissement momentané de ces forces, abaissement qui, au cours de la révolution, est absolument inévitable. Pareillement, notre but principal — l'organisation de la production — peut supposer, comme condition lui étant propre, ce communisme de consommation dont parlent nos adversaires.

La révolution, telle qu'elle se développe actuellement, a grandi sur le fond des dévastations les plus épouvantables, causées par la guerre impérialiste. Ces dévastations se sont traduites par la destruction d'une énorme réserve de forces productrices, comme chacun le sait parfaitement. Mais que représentent ces forces productrices, base de tout progrès, dans leur forme concrète ? Ce sont, d'une part, les moyens de production et, d'autre part, les forces ouvrières. Non seulement les machines, mais encore les ouvriers, *la classe ouvrière* constituent les forces productrices. Marx a indiqué à plus d'une reprise que le prolétariat est dans la société contemporaine la force productrice *la plus importante*. Et il n'est pas difficile de comprendre que si la révolution est liée, à son début, à une continuation de la baisse des forces productrices il faut faire tout ce qui est humainement possible pour garder, préserver, mettre à l'abri d'une chute définitive précisément cette force productrice. La conservation de la classe ouvrière est une *condition* de la reconstruction de l'appareil producteur de la société.

La bourgeoisie s'efforce de rejeter tous les frais de la guerre sur la classe ouvrière. Elle pratique un système économique de rapt (Raubwirtschaft) à l'égard de la force ouvrière. Il va de soi, bien

entendu, que le gouvernement prolétarien doit, au contraire, faire l'impossible pour soutenir cette force ouvrière. Dans cette période d'appauvrissement sans précédent et de diminution effroyable des ressources, il n'y a pas d'autres moyens pour remplir cette tâche que de placer le prolétariat dans une situation économique privilégiée ou de lui donner, pour le moins, la possibilité de ne pas vivre plus mal que le bourgeois affamé. Tout ce qui peut compenser l'insuffisance et les lacunes de la nourriture, du logement, de l'habillement, etc... doit être attribué au prolétariat. Et si, durant un court laps de temps, il est impossible de recréer ces ressources (et c'est là une impossibilité manifeste), il ne reste qu'une seule chose à faire : la répartition des objets de consommation entre les classes, l'expropriation forcée des objets de consommation et leur remise, selon un mode organisé, au prolétariat, c'est-à-dire la pratique du « communisme de consommation ».

Ainsi donc, en pratiquant ce communisme de consommation, nous nous inspirons de *l'intérêt du développement des forces productrices*. Autrement dit, le communisme dénommé de consommation constitue, à notre époque d'appauvrissement et de famine, une des conditions nécessaires de l'œuvre de construction d'un « véritable » communisme, c'est-à-dire d'un communisme *producteur*.

Il va de soi que la petite bourgeoisie ne doit pas être visée par cette expropriation. Il va de soi également que dans le mouvement gigantesque de la révolution, on peut compter des milliers de cas où cette règle n'a pas été observée. Mais il n'y a qu'un philistin borné qui puisse « nier la révolution » pour la seule raison qu'elle ne s'accomplit pas tout à fait régulièrement, comme il l'aurait voulu.

Ainsi : les conditions concrètes de notre époque d'appauvrissement exigent que nous expropriions non seulement les moyens de production, mais aussi les moyens de consommation. Cette dernière mesure est nécessaire du point de vue de la conservation de la force productrice fondamentale qui est la classe ouvrière.

IV — Le caractère prolétarien-militaire de la dictature et de la révolution mondiale

Il nous faut enfin examiner encore une question ou, plus exactement, une suite de questions qui ont une explication commune. On nous reproche toute une série de péchés : nous pratiquons, dit-on, le pouvoir de parti, l'« oligarchie », la terreur, le « socialisme de caserne » (cette dernière expression est particulièrement piquante dans la bouche des socialistes impériaux et royaux ⁵, etc., etc. Les qualificatifs et les étiquettes dont usent et abusent nos adversaires n'ont évidemment aucune importance. Mais, d'autre part, nous n'avons pas la moindre intention de nier ni l'extrême centralisation de notre appareil, ni le caractère répressif de notre politique à l'égard de la bourgeoisie et des partis socialistes-conciliateurs, ni l'organisation militaire de notre propre parti, en tant que parti dirigeant et réalisant sa dictature par l'organe du pouvoir des Soviets. Toutes ces circonstances qui paraissent au philistin autant de crimes monstrueux, doivent être en réalité la loi sacrée de tout révolutionnaire travaillant dans les conditions où travaille notre parti.

Le prolétariat russe est actuellement l'objet, pour employer l'expression dont s'est servi Churchill, d'une attaque concentrique de la part de 14 Etats. Si l'on fait le total de tous les États qui nous font directement ou indirectement la guerre, le nombre de ces organisations de brigandage se

5. *Kaiserlich-Königliche Sozialisten !*

trouve encore augmenté. Si l'on y ajoute la contre-révolution « nationale » ouverte, on obtient une force considérable. Dans de pareilles conditions, la république soviétiste *doit* être un *camp retranché* et la dictature du prolétariat doit être une dictature *prolétarienne militaire*. Nous ne pouvons admettre aucune désagrégation au sein de nos propres forces : une discipline militaire doit être observée chez nous partout et dans tous les domaines de l'administration. Cette circonstance particulière explique tout. Les intellectuels bêtement sentimentaux que la rigueur même de la grande lutte fait frissonner jusqu'au tréfonds de l'âme d'une peur mêlée de dégoût ne cessent de se répandre en attaques sans fin contre le régime prolétarien, précisément à cause de leur absolue incapacité de comprendre les *conditions* de la lutte et la *volonté active* qu'exige actuellement l'histoire. La meilleure illustration de la nécessité d'un tel régime est fournie par l'organisation de notre parti lui-même. En fait, tous ses membres sont considérés comme mobilisés. Au premier appel de notre comité central, n'importe quel membre du parti est obligé d'aller au poste qui lui est indiqué : d'abandonner sa famille et de partir au front, le fusil sur l'épaule, ou bien de survoler en aéroplane le front ennemi, ou bien encore de se rendre en pays ennemi ou enfin de se consacrer jour et nuit à un travail déterminé. Il en est exactement de même dans le domaine militaire et dans le domaine économique.

Pour élever par exemple la productivité du travail, les membres de notre parti font des heures de travail supplémentaires ou travaillent pendant les fêtes, constitués en détachements spéciaux de communistes : ils chargent du bois, déchargent des wagons, travaillent dans les fabriques et les usines, donnant l'exemple d'une nouvelle discipline fraternelle. C'est là un phénomène absolument inconnu jusqu'alors et que nulle part ailleurs, il n'est possible de se représenter. Chez nous c'est une nécessité absolue. Et pour toute violation de cette discipline de parti, il est établi des sanctions fort rigoureuses et fort « désagréables ».

Mais si notre parti lui-même (le parti du gouvernement occupé à scier du bois !) est construit militairement, il crée bien entendu aussi des institutions soviétistes à son image et semblables à lui ou, pour le moins, il essaie de les créer. Car ce n'est que dans de pareilles conditions qu'il est possible de soutenir la ruée furieuse déchaînée contre nous de tous côtés.

Il n'est pas difficile de tirer de là nombre de conclusions. Il est clair que nous ne pouvons pas admettre le jeu à l' « opposition » qui, dans la situation dans laquelle nous nous trouvons, se transforme en vingt-quatre heures en contre-révolution. Nous devons l'écraser impitoyablement.

Tous les compromis ne peuvent conduire ici qu'à une désorganisation interne de l'appareil. De la controverse, dans des conditions telles que celles dans lesquelles nous sommes placés, sort non pas la « vérité », mais la victoire de la contre-révolution.

Pareillement on ne peut tolérer sur le front, où l'exécution d'un plan déterminé et la rapidité d'action sont nécessaires, aucune « discussion » d'ordre parlementaire ; il en est de même encore — *mutatis mutandis* — de beaucoup de branches de notre travail, *parce que la république des Soviets est un camp retranché*.

Un pareil type de dictature est-il toujours nécessaire ? Évidemment non. L'acuité de sa forme est fonction de la situation extérieure de la République des Soviets.

De même que la politique terroriste des montagnards trouvait une justification suffisante dans la situation extérieure et intérieure de la République Française (circonstance qu'il ne serait pas inopportun de rappeler à l' « historien » Kautsky), de même le pouvoir russe des Soviets, s'il n'avait pas établi un régime qui semble intolérable aux intellectuels aux nerfs dérangés, eût été un jeune agneau opportuniste que le loup impérialiste aurait dépecé depuis longtemps.

La comparaison entre le prolétariat militant et une armée était autrefois admise (« armée prolétarienne », « soldats de la révolution » etc...). Mais quand arrive le moment où il s'agit d'être effectivement et non plus sur le papier des soldats de la révolution, messieurs les anciens « soldats » passent fréquemment à l'état de déserteurs et de briseurs de grève, tandis que dans d'autres cas (dans la majorité des cas si l'on considère les social-démocrates) ils passent dans le camp de l'ennemi.

Il est tout à fait évident que dès que la pression du dehors cessera (et cela peut et doit être la conséquence de la révolution internationale), les formes de la dictature « s'adouciront »...

Ultérieurement quand nos ennemis seront définitivement réduits à l'impuissance et s'assimileront plus ou moins aux masses des travailleurs, ces ennemis se transformeront en citoyens, égaux en droits aux travailleurs de l'État prolétarien qui mourra alors par désuétude et que remplacera insensiblement la société communiste ne connaissant ni État, ni classes.